



Assemblée générale

Distr. générale
2 septembre 2024
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-septième session
Genève, 4-15 novembre 2024

Rapport national soumis comme suite aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Nicaragua

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	3
Méthodologie	3
Politiques publiques	3
Droits économiques.....	5
Droits du travail.....	5
Droits de la famille.....	6
Droit à la santé et à la sécurité sociale.....	7
Droit à l'éducation.....	8
Enfants et adolescents	9
Personnes âgées.....	9
Droits des femmes.....	10
Droit à l'eau potable et à l'assainissement	11
Accès à l'énergie électrique	11
Télécommunications	12
Infrastructures routières et productives	12
Droit à un logement convenable.....	12
Droit des peuples autochtones à la propriété et au rétablissement de la propriété.....	12
Droit à un environnement sain et à la protection contre les effets des changements climatiques	13
Droit à la sécurité publique et à la justice.....	14
Lutte contre la traite des personnes et droits des migrants en situation irrégulière	14
Promotion et défense des droits de l'homme	15
Droit à la liberté d'expression et d'association	15
Le droit de voter et d'être candidat	16
Dialogue et engagements internationaux.....	16
Conclusion	17

Introduction

1. Le Nicaragua continue d'œuvrer pour la paix, la stabilité, le bien commun, la justice, l'ordre constitutionnel et social, et les droits de l'homme pour tous, comme en témoigne sa participation au quatrième cycle de l'Examen périodique universel (2019-2024).
2. Les recommandations constructives issues du cycle précédent ont permis au Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale de continuer à progresser sur la voie du respect et de l'application des droits de l'homme et des garanties constitutionnelles, dans cette deuxième phase de la Révolution populaire sandiniste.

Méthodologie

3. Aux fins d'établissement du présent rapport, le Président de la République a créé une Commission nationale intergouvernementale composée de 23 institutions¹, qui a travaillé en coordination avec d'autres institutions concernées², afin de collecter et d'analyser les données illustrant les progrès réalisés au Nicaragua en matière de droits de l'homme.
4. Une sous-commission de vérification objective, de rédaction et de prise en compte des contributions a été créée pour établir la version finale du rapport et la faire ensuite valider par divers acteurs nationaux³.

Politiques publiques

Recommandations 125.192, 125.193, 125.195, 125.51, 125.54, 128.184 et 125.107

5. Le Plan national de lutte contre la pauvreté et pour le développement humain met les ressources disponibles au service, notamment, de la consolidation de la stabilité macroéconomique, de la croissance économique, du renforcement des biens et des services publics, de l'augmentation et de l'amélioration de la production, de la stimulation du commerce et des marchés, du développement de l'économie familiale, de la lutte contre les effets des changements climatiques, du renforcement de l'égalité des genres, de la promotion de villes sûres et inclusives et du développement de la côte caribéenne.
6. Dans ce contexte, le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale élabore des programmes qui visent notamment à améliorer la qualité de vie des Nicaraguayens et la productivité économique, ainsi qu'à faciliter et à promouvoir les initiatives entrepreneuriales, le soutien technique permettant aux acteurs d'améliorer la productivité et la production des petits et moyens exploitants agricoles, l'objectif étant d'assurer la sécurité alimentaire, de stimuler l'économie, de promouvoir et de diversifier les exportations vers de nouveaux marchés et, surtout, de réduire la pauvreté globale et la pauvreté extrême.
7. En 2023, forte d'un PIB en croissance de 4,6 %, d'un faible taux de chômage (3,4 % en moyenne annuelle) et d'une inflation réduite à 5,6 % en glissement annuel, l'économie nicaraguayenne a fait preuve de dynamisme⁴. Elle est résolument engagée sur la voie d'une expansion stable, après une reprise qui l'a vue croître de 10,3 % en 2021, de 3,8 % en 2022 et de 4,6 % en 2023. Cette croissance, fruit de la mise en place de politiques saines et responsables, et reposant sur des fondamentaux économiques solides, a notamment permis d'assainir les finances publiques, d'assurer la stabilisation financière et monétaire, et de favoriser l'entrée de flux externes plus importants, notamment d'importants flux d'investissement étranger direct (12,3 % du PIB annuel moyen). Au cours de la période 2021-2023, le taux d'investissement dans la formation brute de capital fixe s'est élevé en moyenne à 22,0 % du PIB, représentant l'un des principaux piliers de la croissance économique du pays.
8. Les finances publiques continuent d'afficher des résultats positifs, pour la deuxième année consécutive, enregistrant un solde excédentaire de 2,9 % du PIB en 2023 (0,7 % en 2022), grâce à la hausse des recettes fiscales et à la modération de la dépense publique.

L'augmentation des recettes a été soutenue par la croissance de l'activité économique et par les efforts déployés pour renforcer l'administration fiscale. Les dépenses publiques ont quant à elle été principalement consacrées aux dépenses sociales et au renforcement des infrastructures économiques (ouvrages routiers, extension du réseau électrique, des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, etc.).

9. Entre 2019 et 2023, les dépenses sociales ont augmenté de 62,5 %, ce qui a permis de continuer d'améliorer durablement les conditions de vie de la population, en mettant l'accent sur des services publics tels que l'éducation, la santé, le logement et les services de proximité, notamment. Les dépenses du Programme d'investissement public ont augmenté de 65,2 %, passant de 19 986,2 millions de cordobas en 2019 à 33 011,2 millions de cordobas en 2023, soit une croissance annuelle moyenne de 16,3 %.

10. La politique budgétaire est mise au service de la transformation du pays, de la réduction de la pauvreté et des inégalités, au moyen du financement de programmes clefs dans les domaines du développement social, des infrastructures, de l'équité de genre, de la jeunesse, de l'enfance et de l'adolescence, des populations autochtones et des personnes d'ascendance africaine, ainsi que du développement socioéconomique.

11. L'assainissement des finances publiques et la gestion prudente de la politique monétaire et de la politique de change ont contribué au renforcement des réserves internationales brutes de la Banque centrale du Nicaragua, qui s'élèvent à 5 447 millions de dollars, ce qui représente une couverture de la base monétaire de 3,1 fois et de 7,9 mois d'importations de biens meubles, et permet de préserver durablement le régime de change actuel.

12. La politique de commerce extérieur, axée sur la diversification de la production et de l'offre exportable, l'ouverture de nouveaux marchés, l'amélioration de la compétitivité, l'application plus efficace des accords commerciaux, la promotion de l'investissement étranger et la défense des intérêts commerciaux, a donné lieu à la signature d'importants accords commerciaux, notamment l'Accord de libre-échange entre pays d'Amérique centrale, États-Unis et République dominicaine, ce qui a permis une croissance soutenue des échanges entre ces pays. D'autres accords avec d'autres pays et régions, tels que le Mexique, l'Union européenne, le Panama, le Chili, la Corée du Sud et, plus récemment, le Traité de libre-échange avec la République populaire de Chine, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2024, ont également été conclus. L'ouverture de ces marchés a contribué à la croissance des exportations nicaraguayennes, qui sont passées de 5 590,8 millions de dollars en 2019 à 7 543,4 millions en 2023, soit une croissance cumulée de 35,0 %. De même, les flux nets d'investissement étranger direct enregistrés dans le pays ont été multipliés par 1,4 au cours de cette période, passant de 50,30 millions de dollars en 2019 à 1 230,1 millions en 2023.

13. La Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle garantit le droit des familles à une alimentation suffisante et nutritive à des prix équitables. La mise en œuvre de programmes d'approvisionnement a permis aux pauvres d'acheter des produits à des prix abordables et de bénéficier de contingents tarifaires sur différentes denrées alimentaires en vue de leur transformation⁵, ce qui a permis d'éviter des fluctuations de prix préjudiciables aux consommateurs. Quatre-vingts pour cent de la production alimentaire est assurée par de petits producteurs.

14. Nous avons adapté les politiques publiques aux réalités nationales et mondiales, aux fins desquelles l'adaptation aux changements climatiques, la gestion des catastrophes et le développement humain, en particulier la réduction de la pauvreté, restent une priorité pour notre pays. Nous avons mis en place le Classificateur des changements climatiques, qui doit permettre d'allouer les ressources et d'assurer leur suivi dans la transparence, et donc d'augmenter de 274,6 % les dépenses consacrées à cette question entre 2018 et 2024.

15. L'État continue d'œuvrer en faveur de la paix, de la stabilité et des droits de l'homme, sur la base de la loi n° 985, qui promeut une culture de la paix et de la réconciliation en tant que politique d'État, le but étant de renforcer l'état de droit démocratique et social, et préserver la paix, la stabilité, le bien commun et la coexistence pacifique.

Droits économiques

Recommandations 125.179, 125.180, 125.182, 125.187, 125.91, 125.196, 125.198, 125.199, 125.200 et 125.201

16. Quelque 61 923 familles vivant dans huit départements, 37 municipalités et 1 460 communautés du Couloir de la sécheresse du pays ont bénéficié d'une prise en charge particulière. Ainsi, 829,5 millions de cordobas ont été investis dans des systèmes de production agricole résilients face aux changements climatiques, l'amélioration de la productivité et des moyens de subsistance, le renforcement de la sécurité alimentaire au moyen de technologies destinées aux entreprises du secteur agricole, à l'agro-industrie, au commerce, aux services et à l'agrotourisme. Des infrastructures et des travaux d'amélioration du réseau routier d'acheminement de la production ont été réalisés, des zones de recharge en eau ont été reboisées et des jardins communautaires, des systèmes publics d'alimentation en eau potable et des centres de stockage de céréales de base ont été créés.

17. Grâce au Programme socioproductif *Patio Saludable*, 262 226 familles rurales et périurbaines développent, sur l'ensemble du territoire, leurs propres systèmes de production à domicile⁶, ce qui leur permet de réaliser de substantielles économies sur l'achat des produits et l'approvisionnement de leur foyer en vivres. 69,1 % de la production est destinée à l'autoconsommation et 30,9 % à la commercialisation.

18. Dans le cadre du programme alimentaire d'urgence, 58 355 familles ont reçu des outils, des intrants agricoles et des équipements pour la transformation de la viande porcine et des produits laitiers, pour leur permettre de surmonter les effets socioéconomiques de la maladie à coronavirus 2019, soit un investissement de 683,6 millions de cordobas.

19. Dans le cadre du Programme multisectoriel de réactivation économique et de protection sociale, 8 308 familles ont été présélectionnées, parmi lesquelles 5 000 ont reçu des équipements technologiques⁷ ; 3 308 familles de producteurs de volailles et de porcs, et de dirigeants de petites et moyennes entreprises ont reçu un financement remboursable à 40 %, afin de renforcer leurs initiatives professionnelles⁸.

20. Sur la côte caraïbe du Nicaragua, un projet a été mis en place pour soutenir l'augmentation de la productivité et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 14 826 familles dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche artisanale et des petites entreprises rurales, dans 15 municipalités et 536 communautés⁹.

21. Pour faire face aux conséquences de l'ouragan Julia dans le département de Zelaya Central et la région autonome de Costa Caribe Sur, les 1 295 familles sinistrées¹⁰ ont bénéficié d'un soutien financier pour relancer la production de céréales de base, de café, d'arbres fruitiers, de porcs, de volailles et de leurs petites et moyennes entreprises.

22. ENABAS a distribué, sous forme de colis alimentaires, 58 637,15 tonnes de nourriture à 55 000 familles vulnérables, 1 049,86 tonnes de nourriture à 25 centres sociaux qui s'occupent de personnes âgées, d'enfants handicapés, de jeunes à risque et de femmes victimes de violence, et 115 405,19 tonnes de nourriture, sous forme de repas scolaires, à 1 200 000 enfants dans toutes les écoles du pays.

Droits du travail

Recommandation 125.176

23. L'État, par l'intermédiaire du Ministère du travail, met en œuvre, au service du développement social, des politiques du marché du travail qui promeuvent et rétablissent les droits du travail au moyen de mesures visant à protéger la population active, en assurant un règlement rapide et gratuit des conflits du travail.

24. 647 075 sessions de conseil sur les droits du travail et les droits syndicaux ont été organisées, dont 38 % à l'intention de femmes. Dans le cadre du dialogue tripartite,

39 617 accords de conciliation individuelle ont été signés, ce qui a permis le versement de prestations pour un montant total de 830 706 780 cordobas. En outre, 332 nouvelles conventions collectives ont été signées, qui accordent de meilleures prestations sociales à 576 217 travailleurs (dont 54 % de femmes).

25. Un soutien gratuit a été apporté à 17 211 travailleurs dans le cadre de procédures judiciaires, qui ont donné lieu à 5 705 décisions favorables aux travailleurs qui demandaient le versement de leurs prestations sociales, pour un total de 161 674 054 cordobas.

26. Le droit des travailleurs à la liberté d'association a été garanti par l'enregistrement de 174 nouvelles organisations syndicales¹¹, qui représentent au total 5 820 travailleurs. En outre, 5 329 organisations syndicales des différents secteurs économiques ont été renforcées, représentant au total 395 627 travailleurs.

27. Quelque 61 535 personnes, dont 37 % de femmes, ont été inscrites aux services publics de l'emploi. 45 971 demandeurs d'emploi ont été orientés vers des entreprises, qui en ont engagé 33 984. 402 personnes handicapées ont été recrutées. 907 ateliers de formation professionnelle ont été organisés afin de promouvoir l'emploi.

28. Conformément à la politique de dialogue et de consensus avec les acteurs économiques et sociaux, le salaire minimum légal moyen pour tous les secteurs économiques a été réajusté dans la loi et augmenté de 37,60 % entre 2019 et 2024.

29. 88 815 inspections préventives du travail ont été réalisées, au bénéfice de 3 126 685 travailleurs, et 13 064 inspections spéciales ont été menées dans le cadre de la lutte contre le travail des enfants, à l'issue desquelles 27 enfants de moins de 14 ans ont été retirés du marché du travail ; 12 925 travailleurs adolescents ont bénéficié d'un suivi leur assurant un environnement de travail sûr.

30. Pour garantir le droit de travailler dans des conditions sûres et saines sur le lieu de travail, 33 553 inspections et réinspections ont été réalisées, couvrant en moyenne chaque année 469 282 travailleurs (300 340 hommes et 168 942 femmes), et 103 549 travailleurs, dont 43 % de femmes, ont été formés et conseillés sur les risques professionnels.

Droits de la famille

Recommandation 123.175

31. La Constitution nicaraguayenne dispose que la famille est le noyau fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État¹². Le Code de la famille encourage la promotion, la protection et le rétablissement des droits de la famille, des enfants, des adolescents, des jeunes et des personnes âgées, dans un cadre juridique vaste et spécialisé.

32. Dans le cadre de conciliations familiales organisées au Ministère de la famille, 46 184 enfants et adolescents ont été rétablis dans leurs droits en ce qui concerne l'entretien, les soins et l'éducation, le régime de détention et de visites. La Cour suprême de justice et les organes juridictionnels compétents ont rétabli le droit à l'alimentation de 67 550 enfants et adolescents.

33. Afin d'accélérer le versement des pensions alimentaires, le système unifié de paiement automatisé des pensions alimentaires continue d'être mis en place. Il gère 54 081 pensions alimentaires (faisant l'objet d'ordonnances administratives ou judiciaires), au bénéfice de 62 962 enfants et adolescents.

34. Conformément à la politique nationale de renforcement de la famille nicaraguayenne et de prévention de la violence, 47 137 mères, pères et tuteurs ont participé aux écoles de valeurs¹³, qui sont des espaces socioéducatifs non formels créés en 2021, où les adolescents reçoivent des conseils sur leur développement physique et émotionnel, l'éducation sexuelle, etc.

35. La Commission nationale pour une vie harmonieuse¹⁴ a organisé 208 019 réunions et ateliers, auxquels ont participé 1 871 332 personnes. La participation des mères, des pères et

des tuteurs aux écoles de commerce a été encouragée afin de permettre à ces personnes d'entreprendre des activités économiques au bénéfice de leur famille.

Droit à la santé et à la sécurité sociale

Recommandations 125.181, 125.203, 125.206, 125.209, 125.210, 125.211, 125.212, 125.213, 125.215 et 125.220

36. En vertu de la Constitution¹⁵, tous les Nicaraguayens ont droit à la santé, dans des conditions d'égalité. Par conséquent, le Ministère de la santé garantit, au moyen du modèle de santé familiale et communautaire, l'accès gratuit et universel aux services de santé en tant qu'élément essentiel des droits de l'homme et du développement économique et social, pour lequel la responsabilité partagée et la participation de la population jouent un rôle fondamental.

37. Au cours de la période considérée, les soins médicaux dispensés à la population à l'échelon national ont augmenté de 12 %¹⁶. Le Nicaragua compte 76 hôpitaux, 141 centres de santé, 1 370 postes de santé, 181 maternités, 99 foyers pour personnes ayant des besoins particuliers et 14 centres spécialisés. Quatre hôpitaux sont en construction dans les départements de León, Nueva Segovia, Zelaya Central et la région autonome de Costa Caribe Norte, de même qu'un hôpital de soins primaires à Matagalpa et un centre d'entretien de matériel médical à Managua.

38. L'État a fait des progrès en ce qui concerne l'équipement nécessaire à la prise en charge des maladies qui touchent les femmes, notamment en mettant à disposition 300 appareils de cryothérapie et de colposcopie pour le diagnostic et le traitement du cancer du col de l'utérus. Une journée de vaccination contre le virus du papillome humain a été organisée pour les filles âgées de 10 à 14 ans. Des soins sont prodigués aux femmes et à leurs proches vivant avec le VIH, qui bénéficient d'un traitement antirétroviral et d'un suivi médical.

39. Entre 2019 et 2023, la mortalité maternelle est passée de 31,1 pour 100 000 naissances vivantes à 28,1 pour 100 000 naissances vivantes¹⁷. Les naissances chez les adolescentes ont diminué de 28,7 %. Le taux de mortalité infantile a baissé, passant de 12,7 décès pour 1 000 naissances vivantes à 12,1 pour 1 000. Le taux de mortalité néonatale a diminué, passant de 8,6 décès pour 1 000 naissances vivantes à 7,1 pour 1 000. La malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans a été réduite de 3,6 %. Les cas de violence domestique pris en charge dans les unités de santé ont reculé de 10 %.

40. De 2019 à 2023, les soins spécialisés prodigués aux personnes handicapées ont augmenté de 30 %. Les dispensaires assurant la prise en charge des personnes dans les zones rurales difficiles d'accès ont plus que doublé, les soins de santé prodigués aux minorités ethniques ont augmenté de 5,5 % et le nombre de femmes soignées dans les postes de santé a crû de 13 %.

41. En matière de sécurité sociale, l'Institut national de sécurité sociale a continué à mettre en œuvre des politiques et des stratégies visant à accroître la couverture des travailleurs et de leur famille, en améliorant son infrastructure, ses équipements et ses systèmes afin de continuer à rétablir les droits des assurés. Le nombre de travailleurs affiliés au système de sécurité sociale a augmenté de 11 % et le nombre d'employeurs actifs enregistrés a augmenté de 7,2 %.

42. L'Institut national de sécurité sociale garantit un traitement de la fonction rénale à 4 635 patients souffrant d'insuffisance rénale et un traitement de chimiothérapie, de radiothérapie, d'hormonothérapie et de médecine nucléaire pour les patients atteints de cancer. La chirurgie cardiaque, le cathétérisme cardiaque et d'autres interventions chirurgicales hautement spécialisées sont également garantis.

43. Dans le cadre de la prise en charge des femmes, les analyses de frottis ont augmenté de 14 % et les examens des seins de 47 %. L'accès aux services de santé pour les enfants de travailleurs assurés nés avec une incapacité permanente s'est amélioré. Dans le cadre du

programme de santé préventive, des infirmières communautaires se rendent dans les entreprises pour des interventions en matière de prévention et de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus, du sein et de la thyroïde, de la grossesse, du diabète et de l'hypertension artérielle. En 2024, 15 704 interventions de ce type ont ainsi été réalisées.

Droit à l'éducation

Recommandations 125.190, 125.221, 125.222, 125.223, 125.224, 125.225, 125.227, 125.228, 125.229, 125.230, 125.231, 125.232, 125.233, 125.234 et 125.235

44. L'État continue de faire des progrès pour ce qui est de garantir le droit à une éducation gratuite, complète, inclusive, multiculturelle et à une éducation de qualité. Le plan 2022-2026, qui est en cours de mise en œuvre, vise à continuer d'améliorer la couverture, l'accès, la qualité et la pertinence de l'éducation, en particulier dans les zones rurales et auprès des communautés autochtones et des personnes d'ascendance africaine. Les programmes scolaires ont été actualisés.

45. 2 258 centres éducatifs ont été construits ou rénovés, représentant 10 193 salles de classe et 4 016 espaces complémentaires, soit 24 % des 9 224 centres éducatifs que compte le pays. Dans le cadre du programme d'investissement public, 387 écoles ont été construites, représentant 1 703 salles de classe et 1 408 espaces complémentaires ; 1 871 écoles ont été rénovées dans le cadre du plan d'entretien des infrastructures scolaires, représentant 8 490 salles de classe et 2 608 espaces complémentaires.

46. Dans l'enseignement primaire, le taux de scolarisation s'est maintenu à plus de 90 %, y compris pendant la pandémie de COVID-19. 60 000 enseignants ont été formés chaque année dans les domaines scientifiques et didactiques, ce qui a permis d'atteindre, à l'échelle nationale, un taux de professionnalisation de 99,8 %. L'anglais a été introduit comme deuxième langue, y compris dans l'enseignement primaire. Les infrastructures ont été améliorées, des salles de classe ont été rénovées et des écoles ont reçu des équipements technologiques modernes. L'éducation préscolaire et la prise en charge des enfants handicapés ont été renforcées dans les 26 établissements spécialisés existants, et 50 classes ont été ouvertes dans les écoles primaires de zones où il n'existe aucun établissement spécialisé. Un centre de ressources éducatives pour les personnes malvoyantes, qui adapte et reproduit du matériel pédagogique en braille, en relief et au format audio, a été ouvert. Huit classes spécialisées ont été ouvertes afin de scolariser les enfants et adolescents hospitalisés pour une affection de longue durée.

47. Vingt-sept projets financés par des sources externes (l'UNESCO, l'Union européenne, la Chine, le Japon, la Corée et des prêts de la Banque mondiale, de la Banque centraméricaine d'intégration économique et de la Banque interaméricaine de développement) ont été menés. Ils visent à améliorer, notamment, la qualité de l'enseignement, les infrastructures scolaires, la formation des enseignants et la formation technique, en plus de proposer des programmes de nutrition scolaire et de soutien socioémotionnel.

48. La plateforme INATEC a renforcé l'enseignement technique et la formation professionnelle dans les zones rurales, en veillant à ce qu'ils soient gratuits. Cette approche inclusive et non discriminatoire a permis d'étendre progressivement ce programme à 283 218 personnes, dont 95,14 % au titre de la formation professionnelle et 4,86 % au titre de l'enseignement technique. Les infrastructures éducatives ont été améliorées, le nombre de centres technologiques passant de 45 à 62. Désormais, l'offre éducative comprend 70 carrières techniques et plus de 600 formations, dont certaines sont disponibles en ligne.

49. Dans l'enseignement supérieur, les inscriptions en premier cycle et en deuxième cycle dans les universités nationales (publiques, communautaires et interculturelles) ont augmenté de 20 % entre 2019 et 2023. En 2021, les effectifs globaux dans l'enseignement supérieur s'élevaient à 194 876 étudiants, dont 57 714 dans des universités privées. En 2023, ils sont passés à 193 116 étudiants, dont 50 511 dans des universités privées, soit 26 % de l'effectif

total. Le pourcentage total d'étudiantes est passé de 55 % en 2019 à 58 % en 2023. Au cours de la période considérée, 57 814 étudiants de premier cycle (dont 58 % de femmes) et 65 583 (dont 48 % de femmes) de deuxième cycle ont obtenu leur diplôme de l'enseignement supérieur.

50. Au cours de la période considérée, les effectifs du corps enseignant ont augmenté de 3 %, passant de 9 218 en 2019 à 9 519 en 2023, dont 29 % enseignent dans des universités privées. Le nombre d'enseignants titulaires d'un doctorat est passé de 357 en 2019 à 484 en 2023.

51. Quelque 2 130 étudiants se sont inscrits dans des formations de premier cycle, de deuxième cycle et de troisième cycle dispensés en ligne. Dans le cadre de l'Université ouverte en ligne du Nicaragua (UALN), 543 558 personnes se sont inscrites à une formation continue et 541 999 fonctionnaires suivent une formation.

52. La vision multiculturelle est à la base d'une éducation gratuite et de qualité à tous les niveaux, dans les régions de la côte caraïbe de notre pays. Au cours de la période considérée, les investissements dans l'éducation ont permis de rénover, de réhabiliter, d'agrandir et de construire des infrastructures, notamment de créer un centre technologique moderne pouvant accueillir 1 000 étudiants dans la région autonome d'Atlántico Norte et de rénover le centre technologique de la région autonome d'Atlántico Sur, qui propose 16 formations techniques et différentes filières. La première université autonome d'ingénierie d'agriculture et d'élevage a également vu le jour dans la communauté Tiktik kaanu, dans la région autonome de Caribe Sur.

53. Grâce au programme « Université à la campagne », lancé dans les municipalités de Cruz del Río Grande et d'Alamikamba – Prinzapolka (région autonome d'Atlántico Norte), 168 jeunes caribéens renforcent leurs connaissances, ce qui est une étape importante dans l'histoire de ces municipalités caribéennes.

Enfants et adolescents

Recommandations 125.57, 125.194, 125.197, 125.207, 125.208, 125.214, 125.247, 125.248, 125.249, 125.250, 125.251, 125.252 et 125 253

54. Conformément au Plan d'action national de lutte contre la malnutrition chez les enfants et les adolescents¹⁸, et au décret-loi n° 61 sur la politique de la petite enfance, 97 221 enfants de moins de 6 ans se voient offrir deux collations et un petit-déjeuner par jour dans les 276 centres nationaux de développement de l'enfant.

55. Le système interinstitutionnel¹⁹ d'alerte précoce pour la prévention de la violence à l'égard des enfants et des adolescents garantit un accueil spécialisé et l'accès à la justice pour ceux qui en ont besoin²⁰. Depuis 2020, quatre protocoles spécialisés²¹ ont été mis en place pour la prise en charge et la protection des enfants et des adolescents victimes de violences sexuelles.

56. Le Ministère de la jeunesse a contribué à l'autonomisation des jeunes au moyen d'activités et de programmes qui encouragent la solidarité, le bénévolat, l'éducation, l'entrepreneuriat et le sport. Au total, 86 240 actions de solidarité ont été menées avec la participation active de plus de 2 millions de jeunes²². 685 jeunes ont vu leurs projets professionnels soutenus dans le cadre de foires et d'expositions.

Personnes âgées

57. Le Nicaragua a mis en place un programme national de prise en charge particulière des personnes âgées, dans le cadre duquel, des intervenants se rendent, à l'occasion d'une campagne de sensibilisation, au domicile des personnes pour sensibiliser les populations et les institutions à la sagesse et à l'expérience acquise par nos aînés.

58. Au cours de la période considérée, le Ministère de la famille, de l'adolescence et de l'enfance, a ainsi soutenu directement en moyenne, chaque année, 5 246 personnes âgées en situation de risque social et de vulnérabilité, qui ont ainsi pu exercer à nouveau leur droit de vieillir dans la dignité dans 19 centres d'accueil et six centres du troisième âge, où elles ont pu participer activement à des programmes complets de santé, d'éducation et de loisirs.

59. Dans le cadre de la stratégie pour les loisirs et le bonheur de vivre en paix, le Ministère de la famille a assuré la prise en charge complète à 45 000 personnes âgées, en leur offrant la possibilité, dans le cadre de centres du troisième âge et de cantines sociales, de partager leur expérience de vie avec des adolescents, dans des espaces intergénérationnels.

60. L'Institut national de sécurité sociale assure des soins médicaux aux retraités. En 2019, au total, 109 181 retraités étaient pris en charge ; en 2024, ils étaient 139 272, soit une hausse de 27,6 %. En 2019, les personnes âgées ont bénéficié de 779 783 consultations médicales ; en 2024, le nombre de ces consultations a augmenté de 13,7 %, pour atteindre 886 596. Grâce au programme éducatif, professionnel, sanitaire et culturel mis en place par l'Institut de nationalité sociale, 4 088 personnes âgées ont été prises en charge en 2019. En 2024, 10 523 retraités ont bénéficié d'une formation professionnelle, de cours de musique et d'autres activités visant à améliorer leur bien-être, telles que la danse, la gymnastique, la lecture, la poésie et le chant. Le nombre de bénéficiaires a ainsi augmenté de 157 % au cours de la période considérée.

Droits des femmes

Recommandations 125.185, 125.236, 125.237, 125.238, 125.241, 125.244 et 125.246

61. Le modèle d'équité et de complémentarité dans tous les domaines de participation met en place des politiques et des orientations stratégiques fondées sur l'équité de genre et les droits de l'homme, contribuant à faire du Nicaragua l'un des pays ayant le plus progressé en matière d'égalité d'équité des genres et d'autonomisation des femmes.

62. En 2024, le Forum économique mondial²³ a classé le Nicaragua au 6^e rang mondial de l'indice sur l'égalité entre les hommes et les femmes. ONU-Femmes et l'Union interparlementaire nous placent au deuxième rang des pays dans lesquels des femmes occupent des postes ministériels et en troisième rang pour ce qui est de la participation des femmes à l'Assemblée nationale²⁴.

63. En 2021, le Nicaragua a reçu le Prix international de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, décerné par le Fonds international de développement agricole (ONU).

64. Dans la sphère politique, la proportion des femmes atteint 59 % au sein du pouvoir exécutif, 60 % au sein des autorités électorales, 55 % au sein du pouvoir législatif, 60 % au sein du Conseil supérieur du Contrôleur général de la République, 50 % au sein du Parlement centraméricain et 54 % au sein des municipalités.

65. L'autonomisation des femmes est encouragée par des investissements dans l'éducation et l'entrepreneuriat, en particulier dans l'agro-industrie et les coopératives. Entre 2019 et 2022, 543,2 millions de cordobas ont été investis pour faciliter l'accès au financement des entreprises créées par 24 460 familles, en majorité par des femmes (85 %).

66. En 2023, le programme de microcrédit rural a permis de financer l'activité de 34 977 femmes, soit 78,7 % de l'ensemble des bénéficiaires, et a permis de créer 104 000 emplois. Le Ministère de l'économie familiale, communautaire, coopérative et associative, partie prenante de la plateforme *Nicaragua Fuerza Bendita*, s'efforce de renforcer, de développer et de promouvoir les capacités des personnes handicapées en matière d'entrepreneuriat.

67. Sur la côte caraïbe, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne les droits économiques des femmes et des familles. 90 364 familles ont ainsi reçu du matériel et des intrants pour leur activité de production. En 2023, plus de 6 000 familles du secteur de la

pêche et de l'aquaculture ont bénéficié d'un financement. En outre, 6 686 bons de production ont été remis à 5 662 petits pêcheurs.

Droit à l'eau potable et à l'assainissement

Recommandations 125.178 et 125.186

68. Le Nicaragua poursuit ses progrès en matière de garantie du droit d'accès à une eau potable et à l'assainissement, comme le prévoit la loi²⁵. En zone urbaine, la couverture du réseau d'eau potable est passée de 92,5 % à 95,0 %, et celle des réseaux d'assainissement de 47,1 % à 53,0 %. En zone rurale, la couverture du réseau potable a progressé de 2,2 %, passant de 54,9 % à 57,1 %. Celle du réseau d'assainissement s'est maintenue à 50 %, tandis qu'en matière d'hygiène communautaire, 59,6 % des besoins sont désormais couverts.

69. En 2019, la Commission interinstitutionnelle et sectorielle pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène a été créée afin de faciliter le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement dans le cadre d'une coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires. En 2021 et 2022, les commissions régionales pour les régions Costa Caribe Norte et Costa Caribe Sur ont été créées. En 2023, des commissions locales ont également été créées dans les municipalités de Bonaza, Rosita Nueva Guinea et Bluefields.

70. Depuis 2019, l'État a, dans le cadre du Registre public national des droits d'eau et des prestataires de services, accordé 823 titres de concession pour l'utilisation des eaux nationales, 130 permis de rejets pour la maîtrise et la gestion des eaux usées domestiques et industrielles, 95 autorisations pour la construction et l'exploitation de petits ouvrages hydrauliques, 226 renouvellements, modifications et suspensions de titres et 16 licences d'exploitation de services d'eau potable et d'assainissement, en vertu de 1 195 décisions administratives, conformément à la loi.

Accès à l'énergie électrique

71. L'accès à l'énergie est garanti par l'augmentation de la production électrique, la réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures, l'augmentation et l'amélioration du service, et les économies d'énergie. En matière d'accès à l'énergie, diverses lois ont été adoptées, qui réglementent notamment l'approvisionnement en hydrocarbures, la stabilité de la production électrique, la garantie de l'approvisionnement en combustible et la promotion de la production d'électricité à partir de sources renouvelables²⁶.

72. En juin 2024, la couverture du réseau électrique national s'élevait à 99,491 %, faisant du Nicaragua une référence pour les pays qui cherchent à atteindre de tels indicateurs à l'horizon 2030²⁷.

73. Depuis 2019, la capacité de production d'électricité installée a augmenté de 20 %, grâce à de nouvelles unités de production de gaz naturel et d'énergie solaire, consolidant la transition vers des sources d'énergie plus propres. En juin 2024, 60,71 % de la production électrique est issue de sources renouvelables.

74. En 2021, le Gouvernement a réussi à négocier une réduction des prix de gros de l'énergie, réduisant de 17 % les tarifs appliqués aux clients consommant jusqu'à 150 kWh/mois, ce qui garantit la stabilité des tarifs.

75. En ce qui concerne l'infrastructure de distribution, 18 sous-stations électriques et plus de 1 291 kilomètres de lignes de distribution ont été construits entre 2019 et 2024, ce qui a facilité le lancement de nouveaux projets d'électrification et renforce les capacités de distribution du pays.

Télécommunications

76. Au cours de la période considérée, le secteur des télécommunications a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés de l'histoire du Nicaragua, grâce aux politiques publiques adoptées, ce qui garantit un environnement de confiance et de sécurité juridique dans lequel les entreprises ont pu réaliser des investissements annuels de 141,8 millions de dollars.

77. La couverture du réseau mobile s'élève à 85 %, tandis que l'Internet haut débit couvre 78 % des municipalités. La capacité installée de fibre optique a augmenté, passant de 26 135 kilomètres en 2019 à 44 707 kilomètres au premier trimestre de 2024, pour une couverture nationale de 78 % en haut débit. Cette augmentation repose sur le programme national de l'Internet haut débit, qui a permis l'installation de 2 880 kilomètres de fibre optique en cinq ans.

Infrastructures routières et productives

78. En 2007, le réseau routier national s'étendait sur 2 044 kilomètres, dont seulement 30 % étaient en bon état. En février 2024, ce réseau comptait 5 370 kilomètres de voies bitumées en bon état. Désormais, 90 % du réseau a été construit, élargi ou modernisé.

79. Au total, 95 % des municipalités sont reliées au réseau routier national. 483 ouvrages de drainage, 157 ponts et 326 ponts préfabriqués ont été installés. Quelque 31 586 kilomètres d'autoroutes et de routes ont bénéficié de travaux d'entretien. Le plan *Calles para el pueblo* a permis la construction de 2 621 nouvelles rues, et le plan *Camino Productivo* la construction de 2 036 kilomètres de routes, au bénéfice de 3 665 402 familles, qui ont désormais accès aux écoles, aux établissements de santé, à l'emploi et aux loisirs.

Droit à un logement convenable

Recommandation 125.177

80. Pour garantir le droit constitutionnel à un logement convenable, l'Institut nicaraguayen du logement urbain et rural met en œuvre des politiques nationales et des programmes de logement, subventionne directement les coûts et les taux d'intérêt des prêts hypothécaires, verse des avances sur les prestations sociales et applique des exonérations fiscales sur les matériaux de construction dans les projets de logement social, le but étant de continuer à réduire le déficit de 350 000 logements hérité en 2007.

81. Les progrès réalisés en matière de droit à un logement convenable reposent sur le modèle de la responsabilité partagée, qui associe de multiples acteurs (le Gouvernement, les municipalités, le secteur privé, le secteur financier, les promoteurs, les familles bénéficiaires) et mobilise la coopération internationale. Au cours des dix-sept dernières années, sous le Gouvernement sandiniste, 140 074 maisons ont été construites, soit une moyenne annuelle de 8 239 maisons, soit quatre fois plus que sous la mandature des gouvernements néolibéraux²⁸. Au cours de la période considérée (2019-juin 2024), 22 029 maisons ont été construites, qui ont bénéficié à autant de familles.

Droit des peuples autochtones à la propriété et au rétablissement de la propriété

Recommandations 125.205, 125.254 et 125.255

82. Au cours de la période considérée, l'État, par l'intermédiaire du Bureau du Procureur général de la République, a accordé 278 481 titres de propriété au bénéfice de 1 308 277 personnes, dont 55 % de femmes, ce qui a permis de renforcer la sécurité juridique des familles nicaraguayennes sur leurs biens, contribuant ainsi au développement

économique des familles et des petits producteurs²⁹. Depuis 2007, 693 647 titres de propriété ont été accordés, au bénéfice de 3 272 780 personnes.

83. Depuis 2007, 23 territoires autochtones et deux zones complémentaires ont été titrés³⁰, ce qui équivaut à 38 426 kilomètres carrés, soit 31,64 % du territoire national, au bénéfice de 315 communautés de peuples autochtones et de personnes afrodescendantes. Les titres reconnaissent la pleine propriété communale de ces zones, y compris les ressources naturelles qui sont contenues dans ces espaces et sont inscrites au registre de la propriété publique.

84. Afin de renforcer la sécurité juridique en matière de propriété, la loi n° 1167 relative au rattachement du système national de registre national au Bureau du Procureur général de la République a été adoptée. Elle met en place un système adapté à la réalité nationale et qui tient compte des besoins d'amélioration et d'accélération en matière de gestion des systèmes de registres publics.

Droit à un environnement sain et à la protection contre les effets des changements climatiques

Recommandations 125.47, 125.48, 125.49, 125.52 et 125.53

85. Le Gouvernement a fait preuve de cohérence dans sa politique de protection et de défense de notre Terre nourricière. En 2010, le Nicaragua a été le premier signataire de la Déclaration universelle pour le bien commun de la Terre et de l'humanité et réaffirme, depuis 2007, son engagement indéfectible à l'égard de cette politique.

86. Le Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale a mis en œuvre ses plans et stratégies de production sociales à l'aide de politiques et de mesures de transformation, telles que l'approbation de la stratégie de développement des régions de la côte caraïbe et d'Alto Wangki Bocay (2019-2029) et du plan de développement associé, de la stratégie nationale de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (2020), et de la politique nationale face aux changements climatiques (2022)³¹, qui relance le cadre institutionnel national d'adaptation à ces changements en renforçant les moyens dans les domaines de la coordination, de la complémentarité, de l'efficacité de la gestion et du financement de l'action climatique. En 2023, la politique nationale de prévention de lutte contre la déforestation et de la dégradation des forêts a été adoptée.

87. La législation environnementale a été mise à jour à l'aide de six instruments normatifs³² qui protègent l'environnement, les ressources naturelles, la biodiversité et préviennent les changements climatiques. Ces instruments régissent la capacité des Cayos Perlas, déclarées réserve de biosphère des Caraïbes nicaraguayennes, à servir de refuge pour la faune et la flore, et encadrent la certification des permis et des autorisations liées à l'environnement.

88. Le système national de prévention, d'atténuation et de prise en charge des catastrophes prend en compte les communautés, les familles et les personnes dans la gestion et la prévention des catastrophes, en coordonnant et en améliorant les systèmes d'alerte précoce de multiples risques, en particulier ceux liés aux changements climatiques.

89. Quelque 57 543 membres de comités municipaux de prévention, d'atténuation et de prise en charge des catastrophes, dirigeants communautaires et membres d'un réseau de jeunes volontaires ont bénéficié d'un renforcement des capacités, dans le but d'accompagner des sinistrés. En outre, 90 centres de gestion des catastrophes ont été créés sur l'ensemble du territoire.

Droit à la sécurité publique et à la justice

Recommandations 125.39, 125.55, 125.58, 125.61, 125.64, 125.66, 125.75, 125.89, 125.90, 125.95, 125.103 et 125.105

90. Le Nicaragua continue d'être reconnu aux niveaux national, régional et international comme le pays le plus sûr d'Amérique centrale et comme une référence en matière de sécurité en Amérique latine, en tant que troisième pays le moins violent d'Amérique latine. La stratégie de sécurité souveraine et citoyenne a empêché la création de cartels et de gangs de la drogue sur le territoire national, contribuant ainsi à la sécurité régionale.

91. La Police nationale applique un modèle de protection de l'individu, de la famille et de la communauté, axé sur la prévention du crime, l'inclusion, la responsabilité partagée, l'intégration et la coordination des efforts de la société et des institutions de l'État, contribuant à améliorer l'efficacité dans l'élucidation des crimes.

92. Le Nicaragua a le taux d'homicide le plus bas de la région, à savoir 7,2 homicides pour 100 000 habitants, soit deux fois moins que la moyenne de la région d'Amérique centrale.

93. Au cours de la période considérée, le ministère public, dans l'exercice de ses fonctions, a été saisi de 152 024 affaires, dont 83 % ont donné lieu à des poursuites avant juin 2024.

94. L'armée nicaraguayenne met en place la stratégie d'État *Muro de Contención* visant à lutter contre le trafic de drogues, le crime organisé et les activités connexes. Le Plan de sécurité rurale permet de créer de meilleures conditions de sécurité, de protéger la récolte de café, de lutter contre le vol de bétail et de garantir la valorisation des produits des secteurs agricoles et commerciaux qui contribuent au développement national.

Lutte contre la traite des personnes et droits des migrants en situation irrégulière

Recommandations 125.169, 125.170, 125.171, 125.172, 125.173, 125.174, 125.256 et 125.257

95. Grâce à la Révolution populaire sandiniste, l'esclavage et la traite des personnes humains ont été interdits au Nicaragua. La loi n° 896 contre la traite des personnes, qui accorde une protection particulière aux enfants, aux adolescents et aux personnes vulnérables, a été adoptée. Les victimes bénéficient d'une protection et d'une assistance complètes, notamment d'un hébergement sûr, de soins médicaux et psychologiques, de conseils juridiques et de services éducatifs. Des protocoles particuliers ont été mis en place pour la prise en charge médico-légale des victimes et leur réinsertion dans la société et leur famille.

96. En 2022, un nouveau plan stratégique national pour la prévention, la prise en charge, les enquêtes, les poursuites et la répression liées à l'infraction de traite des personnes (2023-2027) a été approuvé, qui prolonge le plan 2018-2022 en mettant l'accent sur les droits de l'homme et le genre, et en instaurant des mécanismes du contrôle et du suivi de l'exécution des mesures prévues.

97. En 2023, plus de 2 millions de Nicaraguayens ont participé à des ateliers, des forums et des débats visant à prévenir la traite des personnes. L'éducation formelle, de l'école maternelle à l'université, propose des contenus sur la lutte contre la traite des personnes, en particulier sur l'utilisation sûre des technologies et des réseaux sociaux.

98. Le Nicaragua participe à des coalitions régionales et internationales visant à renforcer les efforts de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants. La participation à des conférences et à des réunions régionales permet de partager des expériences et des stratégies communes.

99. La loi n° 1198 portant modification et complément de la loi n° 896 sur la lutte contre la traite des personnes a été approuvée, désignant le Ministère de l'intérieur comme autorité chargée de l'application de la loi. Actuellement, le registre national unifié d'information sur la traite des personnes est géré par ce ministère.

Promotion et défense des droits de l'homme

Recommandations 125.37, 125.38, 125.40, 125.41, 125.43, 125.45, 125.46, 125.118, 125.127, 125.143, 125.144, 125.161, 125.183, 125.188, 125.202 et 125.204

100. Le Service du Procureur national chargé de la défense des droits de l'homme, conformément à la loi n° 1174³³, promeut, défend et protège les garanties constitutionnelles et les droits de l'homme des Nicaraguayens, en assurant une couverture nationale par l'intermédiaire de huit délégations territoriales³⁴, de procureurs spécialisés dans les infractions liées aux femmes, aux enfants et aux adolescents, aux personnes handicapées, à la participation citoyenne, aux personnes privées de liberté et à la diversité sexuelle.

101. La Commission nationale pour une vie harmonieuse, composée de 11 institutions publiques³⁵, encourage une collaboration directe avec les familles afin de les informer et les orienter sur la question de leurs droits humains, ainsi que sur les mécanismes et les lois donnant effet à ces droits. Les fonctionnaires sont également formés à la question du respect des droits de l'homme. Trente-deux brochures au contenu spécifique ont été créées dans le cadre de la Commission afin de contribuer à une coexistence harmonieuse et au respect des droits de tous³⁶.

102. 463 698 personnes³⁷, dont 66 % de femmes³⁸, ont bénéficié d'activités de promotion ou d'éducation. Un accompagnement juridique et psychologique multidisciplinaire a également été apporté à 9 611 personnes. La prévention et la prise en charge des situations de violence dans les 336 commissariats nationaux de la femme font l'objet d'une attention particulière.

103. L'État continue de garantir les droits des personnes LGBTI. Il réprime la discrimination fondée sur le choix de la sexualité³⁹ et érige les crimes de haine en infraction pénale passible de la réclusion à perpétuité avec possibilité de réexamen. Le système pénitentiaire national et la Police nationale appliquent des protocoles spécialisés qui garantissent les droits des personnes LGBTI.

104. Les pouvoirs du Procureur spécial chargé des prisons au sein du Bureau du Procureur pour la défense des droits de l'homme⁴⁰ ont été renforcés par la loi sur l'application, l'aménagement et le contrôle juridictionnel des peines⁴¹, qui garantit la protection des personnes privées de liberté. L'État continue d'améliorer les infrastructures pénitentiaires et, en 2022, a inauguré et mis en service le nouveau centre pénitentiaire de León⁴².

Droit à la liberté d'expression et d'association

Recommandations 125.85, 125.110, 125.111, 125.113, 125.116, 125.121, 125.122, 125.124, 125.145, 125.151, 125.156, 125.162, 125.164, 125.166 et 125.167

105. Les organisations de la société civile peuvent mener leurs activités conformément à leurs statuts internes, à condition de ne pas enfreindre l'ordre juridique interne. L'indépendance et le pluralisme des médias sont également respectés, conformément aux dispositions de la Constitution.

106. En ce qui concerne les médias, le Nicaragua abrite 294 chaînes de radio et 26 chaînes de télévision en clair, qui sont principalement gérées par des entités privées, à l'exception des deux seuls organes de presse appartenant à l'État⁴³.

Le droit de voter et d'être candidat

Recommandation 125.112

107. L'État garantit la participation, dans des conditions d'égalité, de tous les Nicaraguayens aux processus électoraux selon le principe d'égalité des genres (50 % de femmes et 50 % d'hommes). Au cours de cette période, la sécurité juridique a été renforcée par l'intégration de réformes juridiques⁴⁴, notamment par les mesures ci-après : a) mise en place de procédures de recours dans le cadre du processus électoral ; b) interdiction aux partis politiques, aux alliances de partis et aux candidats de recevoir un financement direct ou indirect de l'étranger ; c) mise en place de procédure visant à empêcher le vagabondage politique ; d) adoption de mesures visant à renforcer la coordination entre le Conseil électoral suprême, les registres municipaux et les municipalités, le registre des personnes ; et e) utilisation de nouvelles technologies de rationalisation et de modernisation des processus électoraux.

108. Au cours de la période 2019-2024, quatre processus électoraux ont été menés conformément à la loi et de manière ordonnée et pacifique. Lors des élections de 2021, le peuple du Nicaragua a élu le camarade Daniel Ortega Saavedra Président de la République et la camarade Rosario Murillo Vice-Présidente. En outre, 90 députés ont été élus à l'Assemblée nationale et 20 députés ont été élus au Parlement centraméricain, ainsi que leurs suppléants respectifs. Le principe d'égalité et d'équité entre les femmes et les hommes est respecté. Quelque 232 accompagnateurs de 27 pays accrédités, 1 300 accompagnateurs nationaux et plus de 7 700 observateurs électoraux ont suivi ces élections⁴⁵.

109. En 2022, 153 maires, hommes et femmes, ont été élus. Lors des élections régionales de 2024, 180 membres (90 femmes et 90 hommes) ont été élus dans les conseils des régions autonomes de la côte caraïbe.

110. La totalité des partis politiques dotés d'une personnalité juridique ont participé, sans exclusive, à ces élections, dans le respect du cadre légal national. Lors de chaque processus électoral, les citoyens se sont rendus en masse et librement aux urnes pour exercer leur droit de vote. L'État du Nicaragua réaffirme son engagement total à renforcer les processus démocratiques, libres, équitables, transparents, pacifiques, sûrs et selon les principes de coexistence pacifique, larges et inclusifs, avec la participation des communautés autochtones et des personnes afrodescendantes de la côte caraïbe du Nicaragua.

Dialogue et engagements internationaux

Recommandations 125.5, 125.8, 125.9, 125.50, 125.87, 125.114 et 125.189

111. Le Nicaragua développe ses relations internationales, commerciales et de coopération de manière respectueuse et inconditionnelle avec la communauté internationale, sur la base des lignes directrices du Plan national de lutte contre la pauvreté et pour le développement humain (2022-2026), qui est l'instrument directeur de la gestion publique fixant les politiques, les stratégies et les mesures de transformation favorables à la croissance économique, à la défense de la souveraineté, à la sécurité souveraine, à l'autodétermination et au rétablissement des droits des familles nicaraguayennes.

112. Depuis 2007, la politique étrangère et de coopération étrangère du Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale est mise en œuvre selon les principes de liberté, d'indépendance, de souveraineté, de sécurité souveraine, d'autodétermination, de dignité, de respect, d'unité et de solidarité avec tous les pays et organisations internationales avec lesquels le Nicaragua entretient des relations. Elle s'inscrit en outre dans le contexte postpandémique de recherche et de promotion de nouvelles formes de coopération visant à maintenir l'accès des populations au droit à la santé.

113. Le Gouvernement met en œuvre et promeut, aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral, la politique étrangère et les relations internationales avec tous les peuples et gouvernements du monde, conformément à la Constitution et au droit international. Le Nicaragua promeut et défend le respect des principes régissant le droit international, le respect de la Charte des Nations Unies, de ses principes et de ses objectifs, à savoir appliquer l'égalité souveraine des États, éviter toute ingérence dans les affaires intérieures, ne pas utiliser ou menacer d'utiliser la force, et ne pas imposer de mesures unilatérales, illégales et coercitives.

114. Le Nicaragua promeut l'unité des peuples d'Amérique centrale, d'Amérique latine et des Caraïbes, qui doivent unir leurs efforts en faveur du développement durable et la préservation de la paix dans la région. En ce sens, il est favorable au renforcement des mécanismes d'intégration régionale (Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, Association des États de la Caraïbe, Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine, Communauté des Caraïbes, Sommet ibéro-américain, Projet Mesoamerica), qui encouragent l'intégration politique, économique, commerciale et la coopération dans les pays membres, ainsi que les processus visant à garantir la paix, la sécurité, la tranquillité, la stabilité et le progrès dans la région, et la prise en charge globale de la pandémie.

Conclusion

115. Au cours de la période considérée, la volonté politique et l'engagement réel du Gouvernement de réconciliation et d'unité nationale de continuer à garantir l'exercice des droits humains par l'ensemble du peuple nicaraguayen, sur le fondement de principes chrétiens, socialistes et solidaires, sont manifestes au stade actuel de la Révolution populaire sandiniste.

116. La paix et la stabilité nationale sont une conquête et une réalité pour le peuple du Nicaragua. Elles ont été construites avec le concours de tous les secteurs nationaux qui aiment la nation nicaraguayenne, et sont à la base des progrès accomplis concernant l'ensemble des droits de l'homme. Le peuple du Nicaragua a élu le Président Daniel Ortega et la Vice-Présidente Rosario Murillo lors d'élections démocratiques, souveraines et transparentes, afin qu'ils continuent à mettre en œuvre un modèle de développement durable qui permette à chacun de participer à la construction de son propre progrès.

Notes

- ¹ Integrada por Procuraduría General de la República, Ministerio de Relaciones Exteriores, Ministerio de Salud, Ministerio de Educación, Ministerio de la Familia, Adolescencia y Niñez, Ministerio de la Mujer, Ministerio de la Juventud, Ministerio de la Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa, Ministerio del Interior, Ministerio del Trabajo, Ministerio de Fomento, Industria y Comercio, Ministerio de Transporte e Infraestructura, Ministerio Público, Secretaría para el Desarrollo de la Costa Caribe; Ejército de Nicaragua, Policía Nacional; Instituto Nicaragüense de Seguridad Social.
- ² Corte Suprema de Justicia, Asamblea Nacional, Consejo Supremo Electoral; Banco Central de Nicaragua; Consejo Nacional de Universidades, Autoridad Nacional del Agua, Instituto Nacional Tecnológico, Instituto de la Vivienda Urbana y Rural; Empresa Nicaragüense de Alimentos Básicos.
- ³ Organizaciones gremiales, Sindicatos, Universidades y órganos autónomos estatales.
- ⁴ Informe anual 2023 BCN.
- ⁵ Ejemplo de ello es Programa Pollo Solidario con el que se importó 9,274 TM, durante el período 2019-2022 y el Programa Trigo-Harina-Pan con el que se importó anualmente 120,000 toneladas de trigo.
- ⁶ Estableciendo huertos, implementando tecnologías como sistemas hidropónicos, micro túneles, viveros, sistemas de contenedores, riego por goteo, entre otros.
- ⁷ Con una inversión de C\$37.1 millones.
- ⁸ Con una inversión de C\$46.2 millones.
- ⁹ Con una inversión de C\$811.9 millones.
- ¹⁰ Con una inversión de C\$14.2 millones.
- ¹¹ 155 sindicatos de base, 16 federaciones y 3 confederaciones.
- ¹² Constitución Política de la República de Nicaragua, Artículo 4, artículo 70 y subsiguientes hasta el 79. <https://www.asamblea.gob.ni/assets/constitucion.pdf>.
- ¹³ Las Escuelas de Valores, son un servicio socioeducativo de prevención comunitaria y grupal, a través de talleres vivenciales o de reflexión que se brinda por el Ministerio de la Familia a nivel nacional en pro de la convivencia familiar y crianza sin violencia.
- ¹⁴ Integrada por MINED, MINSA, MIFAMILIA, MINJUVE, INATEC, PDDH, IND, MINT, Asuntos Juveniles y Comisaria de la Mujer de la Policía.
- ¹⁵ Artículo 59 de la Constitución Política.
- ¹⁶ En 2019 se atendió 25,855,275 personas y 2023 fue de 28,941,351 personas.
- ¹⁷ Por medio de la Estrategia de Casas Maternas, donde se albergan mujeres embarazadas de comunidades rurales y de pueblos originarios y afrodescendientes.
- ¹⁸ Conforme el plan de lucha contra la pobreza para el desarrollo humano 2022-2026.
- ¹⁹ Este sistema, es una herramienta sistémica de señales que facilitan el reconocimiento de situaciones difíciles en la vida de niñas, niños, adolescentes, jóvenes y sus familias, a través del cual se activa la prevención, actuación y acompañamiento en el centro educativo mediante las Consejerías de las Comunidades Educativas del Ministerio de Educación (MINED) en coordinación con la Consejería Familiar de MIFAMILIA y derivaciones especializadas hacia otras instituciones como el Ministerio de Salud (MINSA) o la Policía Nacional.
- ²⁰ Se brindó atención psicológica a 4,807 niñas, niños y adolescentes. Por medio de la línea telefónica de emergencia 133 se brindó consejería remota, asesoría legal e información sobre las alertas tempranas contra la violencia a 364,513 protagonistas.
- ²¹ Los 4 protocolos son: 1) CSJ: Protocolo de investigación y actuación durante el proceso penal para casos de niñas, niños y adolescentes víctimas de violencia sexual; 2) IML: Protocolo sobre abordaje integral y valoración médico legal para casos de niñas, niños y adolescentes víctimas de violencia sexual; 3) DP: Protocolo de la Defensora o Defensor Público Especializado en atención integral a niñas, niños y adolescentes víctimas, especialmente de delitos sexuales. 4) MINSA-MINED-MIFAMILIA-DP-PN/CMNF-ML-MP-CSJ: Protocolo de Atención Integral para Niñas, Niños y Adolescentes Víctimas de Violencia Sexual.
- ²² En materia de estudios e investigaciones sobre la juventud, gestión de becas educativas, capacitaciones en diversos campos y promoción de eventos formativos y creativos, con la inclusión de las mujeres en estas iniciativas, representando un esfuerzo significativo hacia la igualdad de género en todos los programas.
- ²³ https://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2024.pdf.
- ²⁴ <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2024-06/Poster-Women-political-leaders-2024-en.pdf>.
- ²⁵ En el 2020, se aprobó la Ley N°. 1046, Ley de Reforma a la Ley N°. 620, Ley General de Aguas Nacionales, estableciendo el marco jurídico para la administración, conservación, desarrollo, uso, aprovechamiento sostenible, equitativo y de preservación en cantidad y calidad de todos los recursos hídricos existentes en el país.
- ²⁶ Leyes relacionadas al acceso a energía eléctrica, infraestructura productiva y comunicaciones: 1. Ley

- Nº. 993, Ley de Reforma a la Ley Nº. 277, Ley de Suministro de Hidrocarburos. 2. Ley Nº. 1004, Ley de Reforma a la Ley Nº 583, Ley Creadora de la Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica, ENATREL y sus Reformas. 3. Ley Nº. 1006, Ley de Reforma a la Ley Nº 554, Ley de Estabilidad Energética y sus Reformas. 4. Ley Nº. 1011, Ley de Reforma a la Ley Nº. 272, Ley de la Industria Eléctrica y sus reformas. 5. Ley Nº. 1012, Ley de Reformas y Adiciones a la Ley Nº 286, Ley Especial de Exploración y Explotación de Hidrocarburos y sus Reformas. 6. Ley Nº. 1013, Ley de Aseguramiento Soberano y Garantía del Suministro de Combustibles y Productos Derivados del Petróleo a la Población Nicaragüense. 7. Ley Nº. 1015, Ley Creadora de la Empresa Nicaragüense de Planteles de Almacenamiento y Distribución de Hidrocarburos (ENIPLANH). 8. Ley Nº. 1016, Ley Creadora de la Empresa Nacional de Exploración y Explotación de Hidrocarburos (ENIH). 9. Ley Nº. 1017, Ley Creadora de la Empresa Nicaragüense del Gas (ENIGAS). 10. Ley Nº. 1018, Ley Creadora de la Empresa Nicaragüense de Importación, Transporte y Comercialización de Hidrocarburos (ENICOM). 11. Ley Nº. 103 Ley de Reformas a la Ley Nº. 583, "Ley Creadora de la Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica, ENATREL" y sus Reformas y a la Ley Nº. 746, "Ley de Reforma al Decreto Ejecutivo Nº 46-94, Creación de la Empresa Nicaragüense de Electricidad (ENEL), a la Ley Nº. 272, Ley de la Industria Eléctrica y a la Ley Nº. 554, Ley de Estabilidad Energética. 12. Ley Nº. 1037, Ley de Reforma y Adición a la Ley Nº. 532, Ley para la Promoción de Generación Eléctrica con Fuentes Renovables y sus Reformas. 13. Ley Nº. 1043, Ley Especial para el Desarrollo del Proyecto Central Puerto Sandino para la Generación de Energía Eléctrica a base de Gas Natural. 14. Ley Nº. 1056, Ley de Aseguramiento Soberano y Garantía del Suministro de la Energía Eléctrica a la Población Nicaragüense. 15. Ley Nº. 1094, Ley de Reforma y Adiciones a la Ley Nº. 272, Ley de la Industria Eléctrica y sus Reformas. 16. Ley Nº. 1111, Ley de Reforma y Adiciones a la Ley Nº. 554, Ley de Estabilidad Energética. 17. Ley Nº. 1128, Ley de Reformas y Adiciones a la Ley Nº. 387, Ley Especial Sobre Exploración y Explotación de Minas y 18. Ley Nº. 1143; Ley de Reforma a la Ley Nº. 532, Ley para la Promoción de Generación Eléctrica con Fuentes Renovables.
- ²⁷ Esta mejora significativa representa un aumento del 6.85% respecto a 2019, lo cual ha resultado en que 1,288,320 viviendas, y por ende 6,777,336 habitantes, disfruten de energía eléctrica. Para lograr esto, se construyeron 3,982 km de redes de distribución eléctrica a nivel nacional, garantizando un suministro continuo y de calidad.
- ²⁸ Revista El 19 Digital, lunes 12 de enero 2024.
<https://www.el19digital.com/articulos/ver/titulo:148234-en-17-anos-se-han-construido-mas-de-135-mil-viviendas-nuevas-y-mejoradas-en-nicaragua>.
- ²⁹ Durante el periodo 2007 a marzo de 2024, se emitieron un total de 683,535 Títulos de Propiedad: 222,289 Títulos Urbanos; 258,137 Títulos Rurales; 185,701 Solvencias de Ordenamiento Territorial y 17,408 Título a Productor, beneficiando a 3,211,182 familias nicaragüenses de las cuales 1,766,150 son mujeres y 1,445,032 son hombre, siendo 55% mujeres y 45% hombres; promoviendo el desarrollo económico de las familias y de pequeños productores al legalizar sus parcelas.
- ³⁰ Durante este periodo, se entregaron 2 títulos de áreas complementarias, de los Pueblos Indígenas Del Alto Wanky siendo estas a) Miskito Indian Tasbaika Kum (Wiwilí de Jinotega), que comprenden 5 comunidades, integradas por 1,541 personas, ubicadas dentro de un área aproximada 280.82 km²; y b) Mayagna Sauni Bu (San José de Bocay) que comprenden 6 comunidades, integradas por 803 personas, ubicadas dentro de un área aproximada de 314.97 km².
- ³¹ <http://legislacion.asamblea.gob.ni/Normaweb.nsf/xpNorma.xsp?documentId=DD76413A976692DC062587F3005BD150&action=openDocument>.
- ³² Leyes en materia de medio ambiente emitidas en el periodo revisado:
1. Ley Nº. 1039, Ley de Reforma a la Ley Nº 738, Ley que Declara y Define el Sistema de los Cayos Perlas como Refugio de Vida Silvestre.
 2. Ley Nº. 1046, Ley de Reforma a la Ley Nº. 620, Ley General de Aguas Nacionales.
 3. Ley Nº. 1059, Ley que Declara y Define Reserva de Biosfera del Caribe Nicaragüense.
 4. Ley Nº. 1085, Ley que Declara y Define Corn Island, Little Corn Island y Blowing Rock, como Área Protegida de Paisaje Terrestre y Marino Protegidos.
 5. Ley Nº. 1138, Ley Creadora del Parque Zoológico Nacional.
 6. Ley Nº. 1192, Ley para la Certificación de Permisos y Autorizaciones Ambientales.
- ³³ Ley Nº 1174, "Ley de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos".
- ³⁴ Las Delegaciones Territoriales se encuentran ubicadas en los Departamentos: Managua (Capital); León – Chinandega; Rivas – Granada; Estelí; Matagalpa – Jinotega; Chontales – Boaco; Puerto Cabezas en la Región Autónoma de la Costa Caribe Norte y Bluefields en la Región Autónoma de la Costa Caribe Sur.
- ³⁵ Ministerio de Salud, Ministerio de la Mujer, Ministerio de la Familia, Procuraduría de Derechos Humanos, Ministerio de Educación, Instituto Nacional Tecnológico, Instituto Nacional de Desarrollo, Policía Nacional, Ministerio de la Juventud, Ministerio del Interior, Instituto Nicaragüense de Fomento Municipal – Alcaldías.
- ³⁶ Contenidos de las Cartillas: Mujer, Dignidad y Derechos; Familias, Esperanza, Seguridad y Paz;

- Adolescentes y Jóvenes Valientes; Nuestros Adultos Mayores; Atención y Cuido a las Personas con Discapacidad; Cuidado amoroso a Niñez de 0 a 5 años; Familia Segura en el Hogar; Diversidad Digna; Atendiendo el sufrimiento de las adicciones; Viviendo con VIH; Previendo Depresiones y suicidios; Menopausia; Embarazos y Partos Saludables; Atendiendo Enfermedades Crónicas; El Cuidado con los medicamentos; Vivir con insuficiencia renal; Cuido y Prevención de Alergias; prevención del cáncer de piel; Cuidado Nutricional y Prevención de Anemia; Alimentación Infantil Saludable; Terapias Alternativas; Enfermedades Crónicas Degenerativas.
- ³⁷ Conversatorios, Talleres, Charlas, Conferencias, Seminarios, Foros, Cátedras, Encuentros, Paneles, entre otros.
- ³⁸ Mujeres, niñas, niños y adolescentes, personas con discapacidad y enfermedades crónicas, adultos mayores, personas que viven con VIH, adolescentes y jóvenes en riesgo, privados y privadas de libertad, personas de la diversidad sexual, pastores, delegadas y delegados de la palabra, estudiantes de secundaria, universitarios y técnicos, así como servidores y servidoras públicas.
- ³⁹ De conformidad con la Ley N° 641 “Código Penal”, en los artículos 315, 427 y 428.
- ⁴⁰ Esta Ley indica que se debe informar al Procurador Especial de Cárceles de la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos (PDDH), sobre: a) visitas, b) medidas correctivas; c) traslados de personas privadas de libertad a hospitales y a unidades de atención psiquiátrica; d) personas privadas de libertad que se nieguen a ingerir alimentos; y e) fallecimiento de personas privadas de libertad.
- ⁴¹ La Ley número 745, Ley de Ejecución, Beneficios y Control Jurisdiccional de la Sanción Penal, vigente desde 26 de enero de 2011. En su artículo 3 refuerza las disposiciones, ya existentes en nuestro ordenamiento jurídico, relacionadas con la protección de la dignidad humana y los derechos humanos de las personas privadas de libertad. En su artículo 26, dispone que la autoridad penitenciaria deberá solicitar al Juzgado de Ejecución de Sentencia y Vigilancia Penitenciaria, la aprobación de toda medida de aislamiento, ubicación en celda individual y contingente de seguridad que se prolongue por más de cuarenta y ocho horas.
- ⁴² El nuevo centro es mixto, está ubicado en el occidente del país. Cuenta con consultorios médicos, sala de encamado, farmacia, laboratorios, laboratorio de tuberculosis; talleres de mecánica, carpintería y corte y confección, laboratorio de computación; áreas deportivas; una casa materna con la cual se continúa avanzando en el cumplimiento de lo dispuesto en la regla 28 de las Reglas Mínimas de Naciones Unidas para el Tratamiento de los Reclusos (Reglas Mandela), que prescribe la existencia de este tipo de ambientes en los centros penales donde hay privadas de libertad.
- ⁴³ Uno Televisivo: Canal 6 y Uno Radial: Radio Nicaragua.
- ⁴⁴ En materia de derecho electoral se aprobaron las siguientes Leyes: 1. Ley N° 986, Ley de Reforma a La Ley N°. 331, Ley Electoral. 2. Ley N° 1070, Ley de Reforma y Adición a la Ley N°. 331, Ley Electoral. 3. Ley N° 1089, Ley Especial para la Vigencia de las Cédulas de Identidad vencidas a fin de ejercer el derecho al voto el 7/11/2021 en las Elecciones Generales; 4. Ley N° 1116, Ley de Reforma a la Ley N°. 331, Ley Electoral; 5. Ley N° 1133, Ley Especial para la Vigencia de las Cédulas de Identidad vencidas a fin de Ejercer el Derecho al Voto en las Elecciones Municipales del 6 de noviembre de 2022.
- ⁴⁵ “Boletín Informativo N°. 27 CSE; 2021”.